

Thierry Pairault, « Industrialisation et tertiarisation » *in*  
Jean-Pierre Larivière (éd.), *La Chine et les Chinois de la*  
*diaspora*, Paris : SEDES-CNED, 1999, p. 111-134.

## Chapitre 5

### Industrialisation et tertiarisation

Thierry Pairault

La Chine couvre une superficie de 9 600 000 km<sup>2</sup>, soit trois fois celle de l'Union européenne, soit encore 310 fois celle de la Belgique – pays dont le volume des échanges extérieurs est comparable à celui de la Chine ! C'est dire que la Chine est un géant dont les forces sont encore peu développées. Si le développement d'un pays ou d'une région peut s'apprécier à son degré d'ouverture, force est de constater que cette ouverture et ce développement s'opèrent en Chine de façon peu harmonieuse puisqu'ils bénéficient principalement aux provinces de la façade orientale.

#### **A — Les trois régions et la stratégie du développement économique**

Depuis l'établissement du VII<sup>e</sup> Plan quinquennal (1986-1990), les économistes chinois ont imposé une répartition des 31 provinces, municipalités autonomes et régions autonomes chinoises en trois zones, à savoir une zone orientale (du nord au sud : Liaoning, Hebei, Beijing, Tianjin, Shandong, Jiangsu, Shanghai, Zhejiang, Fujian, Guangdong, Guangxi et Hainan), une zone centrale (du nord au sud et d'est en ouest : Heilongjiang, Jilin, Mongolie intérieure, Shanxi, Henan, Anhui, Hubei, Jiangxi et Hunan) et une zone occidentale (du nord au sud et d'est en ouest : Shaanxi, Sichuan, Guizhou, Yunnan, Ningxia, Gansu, Qinghai, Tibet et Xinjiang). Ce découpage (cf. carte 1) est loin d'être innocent. Il exprime une vision stratégique du développement – réaffirmée en 1988 par Zhao Ziyang ancien Premier ministre (1980-1987) et ancien Secrétaire général du Parti (1987-1989) aujourd'hui disgracié – selon laquelle le développement doit se propager d'étape en étape de la région orientale à la région centrale puis à la région occidentale. Cette vision exprime aussi une conception de l'industrialisation aux termes de laquelle l'industrialisation reposerait, dans une première phase, sur la concentration du travail puis, dans une seconde phase, sur celle des techniques ; les deux régions du Centre et de l'Ouest devant s'atteler à la réalisation du premier stade tandis la région Est, supposée l'avoir atteint, devant s'attacher à l'accomplissement du second – d'où son ouverture aux capitaux étrangers présumés pouvoir fournir ses techniques.

Cette vision a été critiquée pour des raisons tant économiques que politiques et idéologiques. Sans s'arrêter aux deux dernières catégories, on notera les principaux reproches qui ont été adressés à sa formulation initiale et

plus particulièrement à son avatar de 1988 opposant le développement de la « région côtière » à celui de l'« intérieur » :

- La stratégie de l'« étalement du développement » reproduit un modèle dans lequel les provinces les plus pauvres servent de colonies produisant des matières premières au bénéfice des provinces plus aisées. Le cas de Shanghai est exemplaire de cette situation. La municipalité produit 15 % de l'éthylène chinois, 10 % des fibres synthétiques, 5 % des carburants automobiles alors que son principal fournisseur en pétrole brut se trouve à plus de 2 500 km ! Il en est de même dans la filière sidérurgique dans laquelle Shanghai produit 14 % de l'acier et autant des laminés... sans que des gisements de charbon ou de fer justifient une telle spécialisation. Et Shanghai, mais aussi d'autres provinces orientales, de se réserver les activités à forte valeur ajoutée et d'abandonner les moins rémunératrices à des provinces moins fortunées.
- L'industrialisation par la « concentration des techniques » dans les provinces orientales a donc conduit à une certaine ouverture de la Chine. Toutefois la délocalisation de la production des pays développés vers la Chine ne s'est pas accompagnée d'un transfert corrélatif de techniques plus modernes comme le souhaitent les autorités chinoises, l'inverse semble même avoir été la règle. L'intérêt des investisseurs étrangers est le plus souvent de profiter de facteurs de production bon marché (faibles coûts salariaux, bas prix des matières premières) pour redonner une seconde vie à des produits en fin de cycle pour les vendre, soit sur leur marché d'origine, soit de plus en plus sur le marché chinois lui-même.
- La parenté de cette politique avec celle menée par les « petits dragons » est évidente ; cependant la situation de la Chine, même réduite à sa zone côtière, n'est pas comparable. Les quatre « petits dragons » représentaient au début des années 1960 une population d'environ 40 millions d'habitants travaillant pour un marché d'environ 400 millions d'habitants (Europe plus États-Unis) où la concurrence est aujourd'hui très vive. La Chine côtière représentait – à l'époque de Zhao Ziyang – une population d'environ 500 millions d'habitants pour un marché d'environ 500 millions d'habitants (600 millions si le Japon est inclus) ; en d'autres termes, les entreprises étrangères, si elles voulaient totalement entrer dans le jeu des Chinois, devraient fournir un effort treize fois plus important pour aboutir à un niveau de coopération comparable !

Quels que soient les doutes émis à propos de cette stratégie, il reste que sa mise en œuvre se poursuit, malgré quelques velléités contraires (voir les déclarations de l'actuel Secrétaire général du Parti, Jiang Zemin, le 28 septembre 1995), et que le découpage en trois zones s'impose au chercheur dès lors qu'il veut faire coïncider politique économique et spatialisation de l'économie.

La région Est (cf. carte 1) accueille les deux cinquièmes (41 %) de la population chinoise sur un peu plus du dixième du territoire (14 %) ; le produit intérieur brut que génère son industrie et ses services compte pour près des deux tiers (61 %) du produit intérieur brut de l'industrie et des services chinois

et pour la moitié du PIB total chinois. C'est dire que la situation des deux autres régions est peu florissante. Les industries et les services de la région Ouest ne contribuent que pour un dixième au PIB total chinois alors que sa population est un peu inférieure au quart de la population chinoise. Les industries et les services de la région Centre font nettement mieux avec un quart du PIB total (26 %) avec une population un peu supérieure au tiers (36 %) de la population totale.

Du point de vue de la répartition des ressources naturelles, l'image offerte est très sensiblement différente. La région Ouest dispose des deux tiers des réserves de gaz naturel (Sichuan) et de plus de 80 % des ressources hydrauliques ; la moitié des réserves probables de la Chine en charbon et plus de 90 % de celles en métaux non ferreux se trouveraient également dans cette région. La région Centre dispose quant à elle de plus des deux tiers du charbon (Shanxi, Mongolie) et de la moitié de celle en pétrole (Heilongjiang). La région Est dispose également de riches réserves pétrolières (plus du tiers) et en gaz naturel (plus du cinquième) essentiellement concentrée au Shandong.

## **B — L'approche par le développement humain**

D'autres approches proposent d'autres découpages. L'étude du développement humain au sens du PNUD (Programme des nations unies pour le développement) conduit au calcul d'indicateurs provinciaux qui suggèrent d'opposer une région orientale plus développée partant du Heilongjiang (et non plus du Liaoning), incluant à l'ouest le Shanxi et allant au sud jusqu'au Guangdong (et non plus jusqu'au Guangxi) à une région de l'intérieur moins développée incluant les autres provinces (cf. carte 2). La région orientale se compose en fait de deux régions distinctes :

- une région septentrionale allant du Heilongjiang au Shandong et incluant à l'ouest le Shanxi (la région 1 de la carte 2) : cette région regroupe en grande partie les zones d'industrialisation les plus anciennes (cf. en particulier la présence japonaise puis soviétique en Mandchourie) mais aussi les zones ayant bénéficié de l'effort industriel promu par le premier plan quinquennal (1953-1957) dont le rôle a été déterminant dans l'histoire économique chinoise récente. Cette région est aussi une zone d'industrialisation lourde ayant exigé d'importants investissements en équipement, où les grandes entreprises d'État – aujourd'hui souvent défaillantes – symbolisent un mode d'industrialisation à la soviétique fondé sur une priorité à l'acier. Face à la nécessaire réforme du mode de fonctionnement du secteur d'État et dans l'obligation de limiter les conséquences sociales de cette réforme, de nombreuses provinces de cette région connaissent aujourd'hui une claire perte de vitesse les faisant passer derrière certaines provinces plus méridionales jusqu'alors moins développées.
- une région méridionale allant du Jiangsu au Guangdong (la région 2 de la carte 2) : cette région regroupe des zones d'industrialisation plus récente (exception faite du cas de Shanghai) dont la caractéristique principale est d'être davantage tournée vers les industries légères, c'est-à-dire des

industries de main-d'œuvre donc comparativement peu gourmandes en capitaux et, partant, plus facilement accessibles aux capitaux privés dès lors que l'économie se privatise. Les mêmes raisons expliquent la plus grande ouverture vers l'extérieur de cette région qui dès lors est aussi la plus dynamique de Chine.

La leçon offerte par la carte 2 est claire. La région occidentale (la région 3 de la carte 2) qui est pourvue de plus des trois quarts (78 %) du territoire chinois, où réside un peu plus de la moitié (55 %) de la population chinoise, ne produit qu'un tiers (34 %) du PIB de l'industrie et des services. Cette contribution est identique à peu de chose près à celles des deux autres régions – 31 % pour la région septentrionale et 35 % la région méridionale – lesquelles ne disposent respectivement que d'un quart et d'un cinquième de la population et ne couvrent que 15 % et 6 % du territoire. On ne s'étonnera donc pas des différences de niveaux de vie. L'indicateur de niveau de vie en parités de pouvoir d'achat s'établit au deux tiers (68 %) de la moyenne chinoise pour la région orientale, à un peu plus (107 %) de la moyenne chinoise pour la région septentrionale et à plus d'une fois et demie (161 %) la moyenne chinoise pour la région méridionale. L'indicateur de développement humain – calculé selon la méthode du PNUD<sup>1</sup> – resserre légèrement les écarts et s'établit aux trois quarts (77 %) de la moyenne chinoise pour la région occidentale, à un peu plus (109 %) de la moyenne chinoise pour la région septentrionale et à une fois et demie (152 %) la moyenne chinoise pour la région méridionale.

Le taux d'industrialisation lourde (chiffre d'affaires de l'industrie lourde sur chiffre d'affaires total de l'industrie) de la région septentrionale est de 65 % contre 46 % pour la région méridionale. La région occidentale qui a bénéficié, bien que moins largement que la région septentrionale, des politiques d'industrialisation lourde du gouvernement chinois atteint néanmoins un taux de 59 %.

Le dynamisme en matière d'investissement exprime derechef une claire opposition entre la région occidentale et les deux autres régions : l'indice d'investissement par tête dans les régions septentrionale et méridionale sont respectivement de 116 % et 118 % de la moyenne nationale tandis qu'il tombe à 90 % pour la région occidentale. Une différence de près de trente points de pourcentage ne peut que conforter les provinces occidentales dans leur retard.

### **C — Les « sept grandes régions économiques »**

Le découpage en « sept grandes régions économiques » exprime des préoccupations de stratégie du développement en même temps qu'une prise en considération de certaines contingences géo-économiques (cf. la carte 3). À la différence des précédents, ce découpage n'est pas rigoureusement exclusif ; une même province – voire une partie d'une même province – peut appartenir simultanément à deux « grandes régions économiques ».

1. Rappelons que l'indicateur du développement humain du PNUD est un indicateur composite comportant trois éléments : le niveau de vie, le niveau d'éducation et la durée de vie. Son évaluation et son analyse pour chaque province est l'objet d'une contribution à paraître dans un travail collectif sur les dynamiques régionales en Chine.

La **Région du delta et du bassin du Yangzi** regroupe sept provinces (d'est en ouest et du nord au sud : Sichuan, Hubei, Hunan, Anhui, Jiangxi, Jiangsu et Zhejiang) et deux municipalités (Shanghai et Chongqing). L'image que propose le gouvernement chinois est celle d'« un dragon dont la tête est Shanghai » et dont l'appendice caudal pénètre profondément à l'intérieur de la Chine. Cette pénétration est si viscérale que sa trajectoire est une solution de continuité pour toutes les voies de communications nord-sud. Près de 40 % de la population chinoise vit dans cette région de moins d'un cinquième (17 %) du territoire et crée près de 40 % du PIB de l'industrie et des services.

La sidérurgie s'étend de Shanghai (complexe de Baoshan), à l'Anhui (complexe de Ma'anshan), au Hubei (complexe de Wuhan) jusqu'aux confins du Sichuan à la frontière du Yunnan (complexe de Panzihua). Le gouvernement qui a décidé depuis peu de fonder sa politique de développement économique sur l'essor de l'automobile privée – à l'instar des pays occidentaux il y a cinquante ans – trouve une solide base à sa politique dans cette région car celle-ci produit plus de la moitié des véhicules à moteur fabriqués en Chine : par ordre décroissant viennent Shanghai (présence de Volkswagen) avec près de 30 % de la production régionale, puis à quasi-égalité arrivent le Hubei (production pour moitié de camions, présence de Citroën) et Chongqing (production pour moitié de camions) avec chacun 20 % de la production régionale, puis viennent ensuite le Jiangsu et le Jiangxi (production essentiellement de camions) avec respectivement 12 % et 10 % de la production régionale ; les autres provinces réalisent un peu plus du quart de la production... Malgré ces richesses et d'autres encore, cette région ferait preuve d'un certain manque de dynamisme, ce que le gouvernement chinois attribue, pour le déplorer, à une absence de concertation régionale.

La **Région du golfe du Bohai** regroupe quatre provinces dont le Liaoning (inclus également dans la Région Nord-Est), le Hebei, le Shanxi et le Shandong ainsi que les deux municipalités de Beijing et de Tianjin. Cette région, qui s'organise en partie autour du Fleuve Jaune, est l'équivalent septentrional de la région précédente ; si elle est moins impressionnante par ses dimensions (un cinquième de la population chinoise vit sur ce territoire qui couvre moins d'un dixième (8 %) du territoire), elle crée un quart du PIB de l'industrie et des services, ce qui en terme de rentabilité par habitant la place au premier rang.

Cette région se distingue par sa richesse en ressources énergétiques. Elle produit 43 % du charbon, 38 % du pétrole, 25 % du gaz naturel, et 32 % de l'électricité d'origine non hydraulique. Cette région se caractérise également par son importance dans le transport des marchandises : 30 % de ce trafic transite par cette région qui achemine 40 % du trafic ferroviaire ; en outre ses ports assurent l'expédition à l'étranger d'une part considérable des exportations chinoises. Ces chiffres ne sont pas étonnants puisque le charbon et le pétrole représentent 35 % du trafic global des marchandises en Chine.

La **Région Nord-Est** regroupe les trois provinces du Liaoning (appartenant aussi à la Région du golfe du Bohai), Jilin et Heilongjiang, y sont également

incluses quatre ligues mongoles<sup>2</sup>. Ce découpage permet à cette région de retrouver les contours de l'ancienne Mandchourie ainsi que ceux de la région Nord-Est telle qu'elle avait été définie administrativement dans les années 1950. Son territoire occupe 13 % du territoire national et sa population représente 9 % de la population totale. La valeur ajoutée de l'industrie et des services dans cette région est de 10 % environ du PIB total de l'industrie et des services.

Depuis le lancement des réformes, le rôle de cette région dans l'industrie chinoise a considérablement diminué. L'image offerte est souvent celle d'une industrie non rentable, d'entreprises d'État déficitaires, d'un chômage – déclaré ou déguisé – s'aggravant de jour en jour. Les difficultés de cette vieille base industrielle résultent principalement des facteurs suivants :

- changement d'orientation de la politique de développement régional ;
- politique d'ouverture comparativement limitée dans cette région ;
- présence d'une structure industrielle lourde ne répondant pas aux exigences actuelles du développement ;
- structures économiques adaptées à une économie planifiée et non à une économie de marché ;
- effort d'investissement limité comparativement à la période antérieure ;
- équipement obsolète et produits surannés ;
- problèmes sociaux insolubles en l'absence d'une réelle réforme du système de sécurité sociale.

Malgré des richesses naturelles abondantes (pétrole, gaz naturel, fer, charbon, bois...), cette région qui a assumé le rôle de locomotive du développement (en fournissant une grande partie du pétrole, des biens intermédiaires et des équipements dont la Chine avait besoin), se voit aujourd'hui en partie réduite à dépendre de l'essor des autres régions pour remédier à une certaine asthénie.

La **Région Centre** regroupe les cinq provinces du Henan, Hubei, Hunan, Anhui, Jiangxi. Cette région, qui occupe 10 % du territoire national, accueille plus du quart (26 %) de la population chinoise et crée moins d'un cinquième (18 %) du PIB de l'industrie et des services. C'est une région peu industrialisée en dépit de certaines richesses naturelles (charbon, fer, ressources hydrauliques...) car celles-ci profitent davantage aux provinces voisines plus développées.

Il apparaît clairement qu'une stratégie de développement de ces provinces ne peut prendre de sens que si elles sont incluses dans un autre découpage comme celui de la Région du delta et du bassin du Yangzi laquelle offre la perspective d'une certaine dynamique inter-régionale de croissance.

La **Région Sud-Est** ne regroupe quant à elle que deux provinces (le Fujian et le Guangdong) occupant moins de 4 % du territoire, hébergeant 8 % de la population et créant 14 % du PIB de l'industrie et des services. Ce qui

---

2. La ligue, *meng*, est en Mongolie intérieure une circonscription administrative inférieure à la province équivalente au district, *xian*, ailleurs en Chine.

distingue cette région est sa proximité avec Hong Kong, Macao et l'île de Taiwan. Par suite, elle a été la première à bénéficier de la politique d'ouverture (cf. carte 4) que ce soit par l'ouverture de zones économiques spéciales à partir de 1980 (du nord au sud : Xiamen, Shantou, Zhuhai et Shenzhen), par l'ouverture de villes côtières depuis mai 1984 (du nord au sud : Fuzhou, Canton et Zhanjiang) et par l'ouverture des deltas depuis février 1985 (deltas au sud de la Rivière Min au Fujian : Xiamen et Quanzhou ; dans le delta de la Rivière des Perles au Guangdong : Zhongshan, Foshan et Jiangmen).

À cette situation exceptionnelle répondent des statistiques remarquables. Près de la moitié (48 %) du volume total du commerce extérieur (*i.e.* exportations plus importations de marchandises) enregistré par les douanes chinoises est le fait de cette région et à près de 90 % le seul fait de la province du Guangdong ! Près de la moitié (47 %) des échanges commerciaux chinois est le fait d'entreprises à capitaux étrangers<sup>3</sup> qui importent des biens à transformer en profitant d'une main-d'œuvre bon marché puis les réexportent cette transformation une fois effectuée. Dans le cas de cette région, ce sont légèrement plus de la moitié (53 %) des échanges qui sont le fait d'entreprises à capitaux étrangers, par conséquent l'importance du commerce extérieur de cette région résulte encore très largement d'un effort commercial à proprement parler chinois. En 1997, le tiers des entreprises à capitaux étrangers enregistrées en Chine étaient établies dans cette région, elles représentaient 40 % du capital investi en Chine par des entreprises étrangères.

Cette région offre donc une image antithétique de celle offerte par la Région Nord-Est. Il s'agit d'une région d'industries légères dans lesquelles les entreprises d'État ont peu de place, où donc le secteur économique privé peut plus aisément se développer.

La **Région Sud-Ouest** regroupe six provinces (Sichuan, Guizhou, Yunnan, Guangxi, Hainan et Tibet) et les confins extrêmes occidentaux du Guangdong. Cette région occupe 15 % du territoire chinois, accueille 18 % de la population et crée 10 % du PIB de l'industrie et des services. C'est une région d'importantes ressources naturelles souvent peu accessibles donc difficiles à mettre en valeur comme l'a montré l'expérience de « troisième front » (cf. *infra*).

La **Région Nord-Ouest** regroupe cinq provinces (Shaanxi, Gansu, Ningxia, Xinjiang) ainsi que la partie occidentale de la Mongolie intérieure. Cette région occupe un tiers (32 %) du territoire chinois, accueille moins du dixième (8 %) de la population et ne crée qu'un peu plus de 5 % du PIB de l'industrie et des services. C'est aussi une région d'importantes ressources naturelles dont l'exploitation avait été tentée par le premier plan quinquennal mais dont l'éloignement continue de retarder la mise en valeur.

Quelque soit le découpage retenu, c'est la délocalisation de la production industrielle, au détriment de certaines provinces et au profit d'autres, qui le

---

3. À capitaux entièrement ou partiellement étrangers.

mieux permet d'éclairer certaines inégalités de développement et d'illustrer l'industrialisation et la tertiarisation de la Chine.

### **D — La structure industrielle au milieu des années 1990**

Pour examiner la structure de la production industrielle provinciale, j'ai distingué quatre secteurs de la production industrielle regroupant chacun des activités comparables :

- Le secteur de la transformation des produits du secteur primaire regroupe des industries comme la fabrication de produits alimentaires, de boissons et d'alcools, la transformation du tabac, les industries du bois, du papier, du carton... d'une manière générale toutes les activités dont l'objet est la transformation d'intrants industriels produits par l'agriculture, la sylviculture, la pêche et l'élevage.
- Le secteur de l'extraction couvre toutes les activités qui exploitent le sous-sol, les mers... pour en arracher des matières premières brutes comme le charbon, le pétrole, les métaux...
- Le secteur de l'élaboration de produits industriels intermédiaires rassemble les activités industrielles qui visent à transformer des matières premières brutes en matières premières manufacturées destinées à subir de nouvelles transformations.
- Le secteur de la transformation des produits industriels intermédiaires regroupe toutes les activités en aval du processus industriel au terme duquel les produits finis peuvent être consommés ou investis.

Statistiquement, la structure industrielle chinoise moyenne se caractériserait par une structure dont la valeur ajoutée au milieu des années 1990 résulterait à 27 % de la transformation de produits du secteur primaire, à 11 % d'activités d'extraction, à 33 % de l'élaboration de produits industriels intermédiaires et à 29 % de la transformation de ces produits intermédiaires. Le tableau 1 donne pour chaque province la composition de leur valeur ajoutée d'origine industrielle – part de l'industrie au produit provincial brut par analogie au PIB. Les distorsions provenant de la structure des prix relatifs – historiquement voulue par le gouvernement chinois – ont pu tantôt accentuer, tantôt atténuer, les caractéristiques industrielles de telle ou telle province. Toutefois l'existence de tels facteurs importe peu ici car le propos de cet exposé n'est pas tant d'expliquer des différences dans l'industrialisation des provinces que d'en apprécier les niveaux, d'en révéler les structures que celles-ci soient le résultat de conditions objectives (richesses naturelles...) ou historiques (politiques économiques...).

### **E — Secteur primaire et industries rurales**

La première observation que suggère le tableau ci-joint est que les régions supposées être les plus « agricoles » (dont la valeur ajoutée issue du secteur primaire est proportionnellement très importante) ne sont pas celles qui transforment en priorité les produits du secteur primaire ; au contraire, on constate un glissement de l'ouest vers l'est des centres de production de produits bruts vers les centres de transformation. Les cartes 5 et 6 illustrent

cette situation<sup>4</sup>. Cette translation ne signifie pas qu'il y ait eu, ou qu'il y ait encore, systématiquement exportation – d'une province à l'autre – de produits primaires bruts, elle révèle que certaines provinces ont pu, mieux que d'autres, tirer profit du différentiel de prix ce que manifeste la corrélation s'établissant entre provinces transformant des produits primaires et provinces ayant un réseau dense de petites entreprises de cantons et de bourgs, *xiang zhen qiye* (cf. cartes 7 et 8). Cette corrélation n'est toutefois pas parfaite (le coefficient de rang de Spearman s'établit à 0,81) comme le révèle les cartes 6 et 7. En passant de celle-là à celle-ci (des centres de transformation vers les régions de forte industrialisation rurale) apparaît une sorte d'« industrialo-tropisme » se manifestant à la fois par une translation vers l'Est (*i.e.* la façade maritime dynamique) et une translation vers le Nord (les vieilles bases industrielles). En d'autres termes, l'essor des industries rurales au contact des zones les plus industrialisées (comme Shanghai !) montre qu'elles ne sont rurales que par défaut et en dépit de leur mission initiale qui, somme toute, était de favoriser un certain développement économique dans les zones demeurant encore principalement agricoles.

La part de l'autoconsommation étant assez élevée, la production du secteur primaire n'est en aucune façon commercialisée dans sa totalité. De surcroît la part commercialisée (ou commercialisable) de cette production n'est qu'en partie seulement l'objet d'une transformation industrielle. J'ajouterais qu'il existe une part « auto-commercialisée » par les producteurs eux-mêmes de produits non transformés et/ou transformés et donc qu'il est fort difficile d'en faire l'évaluation statistique. Pour toutes ces raisons, il est malaisé de calculer les coefficients techniques d'un tableau d'échanges inter-branches. Il ressort des données disponibles que lorsque la Chine enregistre pour un *yuan* de valeur ajoutée du secteur primaire, elle transforme dans le même temps une certaine quantité de produits du secteur primaire et crée une valeur ajoutée de 0,4 *yuan*.

De la comparaison des données il est possible de distinguer plusieurs régions confirmant ainsi un schéma assez classique même s'il ne s'applique pas d'abord et avant tout à la transformation des produits du secteur primaire et aux industries rurales – *i.e.* de bourgs et de cantons.

- Une part importante<sup>5</sup> de la transformation des produits du secteur primaire, une part importante des industries rurales dans l'industrie et une forte productivité du travail dans les industries rurales caractérisent un premier groupe de provinces qui constituent la façade maritime de la Chine : (du nord au sud) Liaoning, Hebei, Pékin, Tianjin, Shandong, Jiangsu, Shanghai, Zhejiang, Fujian et Guangdong – dix provinces dont sont exclus le Guangxi et l'île de Hainan.
- Une part faible de la transformation des produits du secteur primaire, une part faible des industries rurales dans l'industrie et une faible productivité

---

4. Dans les cartes qui suivent, les adjectifs « fort », « moyen » et « faible » s'appliquent aux provinces appartenant respectivement aux tiers supérieur, intermédiaire et inférieur quand on classe ces provinces en fonction d'un critère comme le PIB, etc.

5. Tous les qualificatifs sont relatifs à la situation chinoise et non à une norme théorique extérieure à la Chine.

du travail dans les industries rurales caractérisent un second groupe de province qui reconstituent trente ans après le fameux « troisième front » prôné par Mao Zedong<sup>6</sup> : Hunan, Sichuan, Guizhou, Guangxi, Shaanxi, Gansu, Qinghai, et Ningxia. Il est clair que ces provinces ont hérité, de la politique des « trois fronts », une structure industrielle lourde qu'elles n'ont pu encore suffisamment modifier pour acquérir une nouvelle image.

- Entre les deux régions précitées apparaît une zone intermédiaire (Shanxi, Henan, Anhui et Hubei) qui tend à souligner un « dégradé » économique d'est vers l'ouest.
- Il faut encore ajouter une région périphérique – en couronne – très hétérogène puisque les provinces qui la composent (Jilin, Heilongjiang, Mongolie, Xinjiang et Tibet) s'apparentent sans qu'il y ait continuité tantôt à l'une tantôt à l'autre des régions trois premières régions.

## **F — Secteur secondaire et industries « industrialisantes »**

La série de cartes suivantes (cartes 9, 10 et 11) témoignent tout autant que précédemment d'un glissement de la production – des industries extractives à l'élaboration de produits intermédiaires puis à leur transformation en produits finis – des zones occidentales vers les zones orientales. Cette répartition des industries révèle l'inégalité des provinces dans la course à l'industrialisation puisque les provinces extractrices sont celles dont les prix des produits ont été maintenus artificiellement bas et, donc, ne manufacturent que des produits à faible valeur ajoutée.

Il est possible d'établir les coefficients techniques d'un tableau qui donne pour chaque province le montant, d'une part, de produits intermédiaires élaborés et, d'autre part, de produits intermédiaires transformés pour chaque *yuan* de produits bruts extraits dans une province donnée. Ces coefficients font apparaître que pour chaque *yuan* de valeur ajoutée créée par l'extraction de produits bruts dans ses limites administratives, la municipalité de Pékin génère 41,4 *yuan* de valeur ajoutée en fabriquant des produits industriels intermédiaires et 46,6 *yuan* de valeur ajoutée en transformant des produits industriels intermédiaires – alors que les chiffres moyens pour la Chine ne sont que 3,1 et 2,7 *yuan* respectivement. En revanche, extrayant beaucoup mais élaborant et transformant comparativement peu, les provinces du Xinjiang et

6. Au cours de la période de « réajustement » (1963-1965) puis durant le troisième plan quinquennal (1966-1970) le gouvernement avait lancé une politique de construction régionale dite des « trois fronts » : les provinces, municipalités et régions autonomes sont réparties en trois régions distinctes et, en matière de construction économique et d'aménagement industriel, l'accent est mis sur les provinces du « troisième front » (Sichuan, Guizhou, Shaanxi, Gansu, Qinghai, Ningxia, Guangxi, Hubei, Hunan et Shanxi) ; le « premier front » est constitué par les provinces et municipalités qui formaient originellement la région côtière mais à laquelle on a retiré la région autonome du Guangxi ; le « deuxième front » est quant à lui organisé autour des autres provinces et régions autonomes. Au cours du troisième plan quinquennal, la part de la construction de base consacrée au « troisième front » s'est élevée à 43,3 %, soit 18,4 points de pourcentage de plus que celle revenant aux régions côtières. Puis, au cours du quatrième plan quinquennal (1971-1975), la part du « troisième front » est rajustée à la baisse, quoiqu'elle atteigne encore 35,1 %, soit seulement 1,7 points de plus que celle attribuée aux régions côtières.

du Heilongjiang connaissent une situation à l'extrême inverse de celle des provinces les plus favorisées lesquelles sont au nombre de sept si on sélectionne toutes celles dont tous les deux coefficients techniques précités sont simultanément supérieurs aux valeurs moyennes ; ce sont dans un ordre décroissant : Shanghai, Beijing, Zhejiang, Guangdong, Jiangsu, Hubei, Fujian.

Si l'on calcule, pour chaque entité administrative, la production industrielle potentielle en fonction des richesses naturelles qu'elles extraient, il apparaît une redistribution du potentiel industriel dont témoigne la carte 12. Compte tenu de l'importance de leurs industries extractives, quatre provinces devraient réaliser plus de la moitié de la valeur ajoutée industrielle – transformation des produits du secteur primaire exclue – dans l'ordre d'importance décroissante ce sont le Heilongjiang, le Shandong, le Liaoning et le Shanxi ; si on leur ajoute le Sichuan, le Henan et le Hebei ce sont alors plus des deux tiers de cette valeur ajoutée industrielle que ces sept provinces produiraient (cf. tableau 1). Ajoutons que ces sept provinces disposent toutes d'importantes ressources énergétiques. Il n'est pas non plus sans intérêt de constater la place qui serait alors faite aux provinces pétrolières : le Heilongjiang, le Shandong, (provinces auxquelles il faudrait ajouter le Xinjiang exclu de la liste précédente)... sont dans la situation de « Koweït chinois » qui seraient exploités essentiellement au profit de « Saddam Hussein » pékinois ou shanghaien...

### **G — Le cas exemplaire du projet « xi qi dong shu »**

L'expression chinoise « xi qi dong shu » signifie « transporter à l'Est le gaz de l'Ouest » ; elle fait référence à un projet déjà vieux qui est de transporter par gazoduc le gaz naturel, dont les provinces occidentales disposent de quantités considérables, vers la basse vallée du Yangzi qui connaît une pénurie d'énergie. Les réserves de gaz en Chine de l'ouest s'élèveraient à 2,6 billions de cubes, soit près de 90 % des réserves chinoises constatées alors que les principaux centres actuels de consommation sont tous le long de la façade orientale. Le gouvernement donc a décidé de construire un grand axe de circulation énergétique qui s'étendrait du Xinjiang à l'ouest jusqu'à Shanghai à l'est. Ce projet nécessiterait un investissement de 55 milliards de *yuan* et serait achevé en 2007 ; il devrait aboutir à la construction d'un gazoduc de 4 200 kilomètres de long lequel devra traverser dix provinces, régions autonomes et municipalités.

La partie allant de l'ouest du Sichuan à Wuhan au Hubei est en cours de construction. L'aménagement du réseau reliant les quatre champs pétrolifères du bassin Tarim, du bassin du Tsaidam, de la région du Shaan-Gan-Ning (*i.e.* Shaanxi-Gansu-Ningxia) et de la région de Chongqing est aussi lancé. Le gazoduc reliant le Sichuan à Wuhan puis à Shanghai de même que celui reliant Xi'an au Shaanxi à Xinyang au Henan seraient achevés en 2002 assurant ainsi le transport du gaz naturel entre Chongqing et Shanghai et entre la région du Shaan-Gan-Ning. Les bassins du Tsaidam et du Tarim seraient reliés au système général en 2005 et 2007 respectivement. Quand les travaux seront achevés, ce sont 25 millions de mètres cubes qui pourront ainsi être transportés chaque année et ce, est-il prévu, durant trente ans. Inutile d'ajouter que cette

ponction sur les ressources de régions pauvres risque fort de se faire sans grand bénéfice pour leur industrialisation !

De fait il apparaît clairement que la politique d'industrialisation chinoise a souvent desservi les exigences du développement en général et celles d'un développement égalitaire en particulier. La stratégie du développement en Chine a toujours été celle des poches de développement : création de nouvelles poches au cours du I<sup>er</sup> Plan quinquennal (1953-1957), soutien aux anciennes poches côtières au cours du II<sup>e</sup> Plan (1958-1962) et période de réajustement (1963-1965), création de nouvelles poches sur le « troisième front » au cours du III<sup>e</sup> Plan (1966-1970) ; depuis lors ce sont les poches de développement de la façade maritime qui ont toujours bénéficié des faveurs gouvernementales. Par suite, et plus spécialement ces vingt dernières années, la Chine a reproduit à l'échelle d'un continent les obstacles au développement rencontrés par de nombreux pays sous-développés dotés de ressources naturelles. Ces pays ont tous manifesté la volonté de créer des industries de base produisant des produits intermédiaires (aciers, produits pétrochimiques...) dans l'espoir d'augmenter considérablement la valeur ajoutée des produits élaborés à partir de leurs richesses naturelles et, partant, de mener une politique d'enrichissement par l'exportation. L'expérience, le plus souvent, a montré que les investissements effectués recouraient à des techniques si éminemment capitalistiques que leurs coûts annulaient, voire surpassaient, l'avantage initial que procuraient la disponibilité de richesses naturelles. De surcroît, ces industries modernes et théoriquement modernisatrices, « industrialisantes », reposent sur du matériel et du capital importés, aussi elles induisent une politique d'aménagement du territoire privilégiant les ports (Shanghai, Jakarta, Manille...). Dans tous ces pays, la concentration de l'industrialisation dans quelques poches urbaines a eu pour conséquence d'amplifier le dualisme économique et, partant, d'empirer les inégalités entre les régions qui sont l'objet de la modernisation et celles laissées pour compte ; plus grave encore est que ce processus s'est effectué sans réel développement économique. La Chine n'a pas échappé à ces pièges et les projets d'importation de techniques avancées à l'horizon 2000 n'ont fait que perpétuer ce risque considérable.

## **H — Développement, marxisme et hukou**

Au-delà des errements — récents ou moins récents — de la pensée économique chinoise, il est d'autres facteurs qui ont influencé la spatialisation du développement chinois en particulier dans la mesure où celui signifie également urbanisation et maintenant aussi de plus en plus tertiarisation de l'économie. Je n'insisterai pas sur l'autorité de la Vulgate marxiste laquelle mésestimait si systématiquement les activités non **matériellement** productives (*i.e.* commerce et autres activités de services) que leur apport n'était pas pris en compte pour le calcul que la richesse nationale<sup>7</sup>. Dès lors que la tertiarisation de l'économie importait peu, l'urbanisation pouvait ne répondre

7. Dans la comptabilité nationale des pays socialistes, l'indicateur retenu n'était pas le Produit intérieur brut (PIB) mais le Produit **matériel** brut, celui-là incluant la valeur ajoutée du commerce et des services, celui-ci l'excluant.

qu'aux seuls besoins de l'industrialisation et, partant, se limiter d'autant plus naturellement à des zones pré-sélectionnées. Ce dogme s'est commodément marié avec une autre pratique, celle de la citoyenneté résidentielle ou *hukou*.

Le système du *hukou* se conçoit comme l'instauration un livret qui serait à la fois un livret de famille et un livret de résidence imposant une véritable assignation à résidence. Ce procédé puise ses racines dans la pratique impériale des recensements de la population à des fins de contrôle fiscal (le premier historiquement attesté daterait de l'an 2 de notre ère). Le système a été repris par la Chine républicaine qui a promulgué en décembre 1931 une loi pour l'enregistrement résidentiel de la population. C'est donc d'une longue tradition dont hérite la République populaire de Chine, toutefois la restauration de l'enregistrement dans les villes en 1951, puis sa consolidation et sa généralisation en 1955 et 1958 manifestent l'orientation résolument totalitaire du régime que ne minimisent guère les amendements de 1965 et 1973 – d'autant que sa gestion est confiée aux services de la Sécurité publique. L'attribution d'une citoyenneté résidentielle suit le principe de la matrilocalisation (*i.e.* est déterminée par la citoyenneté résidentielle de la mère), aussi cette procédure peut non seulement interdire toute mobilité spatiale aux individus, mais encore empêcher que les enfants puissent prétexter de la mobilité du père pour se rendre eux-mêmes mobiles ! Par suite, c'est également la mobilité sociale ascendante des individus qui s'en est trouvée freinée.

L'institution du *hukou* a permis par deux fois de réguler les flux migratoires de main-d'œuvre des campagnes vers les villes. La première fois ce fut à la fin des années 1950 (cf. l'expérience du Grand bond en avant) quand le gouvernement chinois autorisa les entreprises à embaucher par voie contractuelle des travailleurs ruraux (ayant une citoyenneté résidentielle rurale) en complément des travailleurs urbains statutaires (ayant une citoyenneté résidentielle urbaine). L'afflux de main-d'œuvre fut tel qu'il fallut, une fois achevée l'expérience du Grand bond en avant, plusieurs années pour faire le tri entre résidents urbains légaux et illégaux et renvoyer ces derniers à la campagne. Une seconde fois ce fut à la fin des années 1970 quand, l'économie redémarrant, les entreprises profitèrent d'un regain d'autonomie pour embaucher – de nouveau par le biais de « contrats » de travail implicites – des travailleurs ruraux. Cette nouvelle migration eut lieu peu avant que le gouvernement chinois n'autorise le retour des « jeunes instruits » (envoyés à la campagne à la suite de la Révolution culturelle) et, par suite, n'interdise derechef aux paysans de s'installer en ville. Si aujourd'hui la pratique du *hukou* a connu certains assouplissements<sup>8</sup>, elle constitue toujours un moyen puissant de limiter les flux migratoires et l'urbanisation en Chine, la preuve la plus évidente en est la quasi-absence de bidonvilles !

---

8. La suppression des tickets de rationnement distribués sur une base résidentielle en est une forme. Une autre est apparue avec la délivrance d'un certificat de résidence de catégorie inférieure (estampillé d'un sceau à l'encre bleu et non à l'encre rouge) accordé par exemple par les autorités de Shenzhen à des travailleurs légalement immigrés de l'intérieur. Outre ces dispositions, le gouvernement chinois étudie une réforme du système du *hukou*.

## I — L'urbanisation

La procédure d'enregistrement des individus donne un moyen commode d'évaluation de la population urbaine (légale) en rapportant ce nombre soit à la surface d'une province (urbanisation du territoire), soit à la population totale (urbanisation de la population). Le premier critère d'urbanisation, sur la base des données du recensement de 1990, reproduit très clairement le découpage en trois régions (cf. carte 13) :

- La région Est, avec 46 % de la population urbaine, a une densité de population urbaine de près de 100 urbains au kilomètre carré.
- La région Centre, avec 36 % de la population urbaine, a une densité égale au tiers de la région Est (36 urbains/km<sup>2</sup>).
- La région Ouest, avec 18 % de la population urbaine, a une densité inférieure au dixième de la région Est (9 urbains/km<sup>2</sup>).

Les calculs entrepris par certains auteurs chinois ont montré que la densité de la population urbaine était très fortement corrélée (0,95) avec la valeur de la production industrielle par tête d'une province et que cette variable était explicative à 92 % dans un modèle à plusieurs variables. Si la corrélation entre urbanisation et industrialisation n'était plus à démontrer, en revanche les chiffres confirment par leur importance, d'une part, l'efficacité du système du *hukou* et, d'autre part, le peu de place que tenait encore en 1990 le secteur tertiaire dans le développement chinois en général et dans celui des villes plus particulièrement.

Le second critère évalue le taux d'urbanisation de la population ; il donne de la Chine une image totalement différente (cf. carte 14) qui rappelle encore une fois que la spatialisation de l'industrie en Chine reste toujours marquée par les investissements décidés lors du premier plan quinquennal et, dans une moindre mesure, par ceux ayant accompagné la politique de « troisième front ».

Un élément majeur de l'urbanisation réside dans les changements de la composition sectorielle de la main-d'œuvre. Aujourd'hui, cette répartition est d'environ 50 % pour le secteur primaire, 25 % pour le secteur secondaire et 25 % également pour le secteur tertiaire. Compte tenu de l'actuel niveau de développement de la Chine, et par comparaison avec des situations semblables, cette répartition aurait dû se situer dans un rapport voisin de 35 % – 30 % – 35 %. Pour rattraper ce retard en tertiarisation, il ne suffit pas qu'on ait ouvert, depuis quelques années, le commerce à de petits entrepreneurs privés de fait peu créateurs de valeur ajoutée. Quelle est l'importance effective de la contribution au PIB des 19,7 millions de personnes travaillant dans la restauration rurale ? Sur ce nombre, 18,8 millions sont des petits entrepreneurs individuels – si l'on peut donner le titre d'« entrepreneur » à des restaurateurs poussant des roulantes pour vendre des nouilles au bouillon – dont les gains ne leur garantissent au mieux que la survie !

## J — Tertiarisation et compétences

Si le développement économique chinois doit s'accompagner, sinon résulter, d'une intense tertiarisation de l'économie, c'est en recourant à des activités qui seront d'autant plus créatrices de valeur ajoutée qu'elles seront gourmandes de compétences. Or la Chine connaît à l'évidence une pénurie certaine de savoir-faire résultant d'une trop longue négligence de son système d'enseignement. Le taux moyen d'illettrisme de la population chinoise est de 20 % environ et peut atteindre près de 25 % dans des provinces « développées » comme le Shandong ! L'analyse<sup>9</sup> des résultats du recensement de 1990 montre qu'à un an de la fin de leur scolarité nouvellement obligatoire, un tiers des enfants de la classe d'âge des 14-15 ans n'était déjà plus scolarisé et qu'un autre tiers n'avait toujours pas achevé le cycle de l'enseignement primaire ! Un an après la fin de cette scolarité, près des deux tiers (62 %) des enfants de la classe d'âge des 16-17 ans n'étaient plus scolarisés et près d'un tiers (31 %) de ceux encore scolarisés n'avait pas obtenu leur équivalent chinois du B.E.P.C. ! Seuls 7 % des enfants de cette classe d'âge étaient entrés dans un cursus post-B.E.P.C. ! On comprend dès lors l'importance de l'enseignement pour adultes qui seul peut expliquer que 15 % de la population active chinoise en 1997 puisse déclarer avoir un niveau d'instruction équivalent ou supérieur au deuxième cycle du secondaire. La répartition spatiale de cette population active (cf. carte 15) montre encore une fois l'avantage relatif dont privilégient les provinces du nord de la Chine, privilège aujourd'hui devenu illusoire puisque des provinces comme le Liaoning connaissent un fort taux de chômage technique tandis que les provinces méridionales sont à la recherche de jeunes travailleurs ayant des compétences mieux adaptées aux nouvelles normes du développement. Compétences au nord, présentes mais obsolètes ; compétences au sud, absentes mais sollicitées. Et pour répondre à cette sollicitation, les provinces d'investir dans l'éducation avec un degré d'implication qui prouve encore une fois l'actuel dynamisme de la façade maritime et plus particulièrement dans sa portion méridionale (cf. carte 16).

★★★

Ce bref exposé n'épuise évidemment pas le sujet proprement dit de l'industrialisation et de la tertiarisation de la Chine. Il n'a eu pour objet que d'illustrer l'existence de deux logiques géo-économiques différentes. L'une prend ses sources dans l'histoire économique de la Chine populaire, s'articule autour d'un modèle social et économique fondé sur la grande entreprise d'État vouée à l'industrialisation lourde, elle privilégie les régions du territoire servant en priorité cette stratégie du développement. L'autre, pour répondre aux insuccès de la première, se fonde sur une théorie de l'« étalement du développement » des côtes vers l'intérieur, préconise un modèle social plus ouvert à l'étranger, à l'économie privée et à l'industrialisation légère. Conflictuelles ces deux logiques le seront tant que les provinces aujourd'hui les plus dynamiques ne participeront pas au financement des allocations chômage et autres allocations sociales nécessaires aux « vieilles bases industrielles », c'est-à-dire tant que les entreprises d'État de ces vieilles bases devront

---

9. Cf. note 1.

répondre à la fois aux exigences d'un système socialiste moribond et à celles, souvent sauvages, d'une économie de marché nouvellement élue reine. Autrement dit, ces deux logiques devraient pouvoir se conjuguer si elles étaient organisées en vue d'une meilleure structuration du marché intérieur et, partant, doteraient la Chine d'une puissance économique considérable.

### Bibliographie

- Pairault (Thierry), « Industrialisation : un nouveau dualisme ? », *Le courrier des pays de l'Est*, 1985, n° 298, pp. 31-45.
- Pairault (Thierry), « Shanghai, Zhao Ziyang et le développement côtier », *Le courrier des pays de l'Est*, 1988, n° 330, pp. 50-54.
- Pairault (Thierry) (éd.), *La Chine et les pays d'Asie orientale : tactiques politiques, coopération et concurrence économiques, restructuration régionale*, Paris, La Documentation française, 1995, (*Le courrier des pays de l'est* n° 399), 79 p.
- Pairault (Thierry), « Industrialisation inégale et développements divergents », *Revue Tiers-Monde*, 1996, n° 147, pp. 549-568.
- Pairault (Thierry) (éd.), *Une Chine plurielle : stratégies de développement régional, profils statistiques et risques économiques des provinces*, Paris, La Documentation Française, 1997, (*Le courrier des pays de l'Est* n° 418), 72 p.
- Pairault (Thierry) (éd.), *Dynamiques régionales et développement économique en Chine*, Paris, EHESS, 1999 (Actes du séminaire informel organisé conjointement avec le Centre de développement de l'OCDE)

#### Sources documentaires chinoises :

- Bureau d'État aux statistiques, *Zhongguo tongji nianjian* (Annuaire chinois de statistiques), Beijing, Zhongguo tongji chubanshe, [diverses années].
- Commission d'État au Plan, *Zhongguo diqu jingji fazhan baogao (1996 nian juan)*, (Rapport sur le développement économique régional en Chine-1996), Beijing, Gaige chubanshe, 1997.

À ces deux sources principales, il conviendrait d'ajouter l'*Annuaire chinois de statistiques économiques industrielles*, l'*Annuaire chinois des industries de bourgs et de cantons*, l'*Annuaire statistique de l'énergie en Chine* ainsi que divers annuaires statistiques provinciaux.